

DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 1938

	Affaires pénales	Affaires civiles, administratives, commerciales et immobilières	Total
A la Cour d'Appel .....	245	914	1.159
Au Tribunal de 1 <sup>re</sup> Instance de Casablanca (le plus chargé) .....	698	2.187	2.885
Au Tribunal de 1 <sup>re</sup> Instance d'Oujda (le moins chargé) .....	151	486	
Aux tribunaux de Paix de Casablanca (les plus chargés) :			
— Canton nord .....		4.238	4.238
— Canton sud .....	6.976		6.976
Au Tribunal de Paix de Mogador (le moins chargé)	231	53	284

DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 1949

	Affaires pénales	Affaires civiles, administratives, commerciales et immobilières	Total
A la Cour d'Appel .....	356	2.907	3.623
Au Tribunal de 1 <sup>re</sup> Instance de Casablanca (le plus chargé) .....	1.032	4.831	5.863
Au Tribunal de 1 <sup>re</sup> Instance d'Oujda (le moins chargé) .....	298	951	1.249
Aux tribunaux de Paix de Casablanca (les plus chargés) :			
— Canton nord .....		2.133	2.133
— Canton sud .....	20.623		20.623
Au Tribunal de Paix de Mogador (le moins chargé)	387	52	439

**EXTRAIT DU RAPPORT**

**du conseil d'administration de la banque de Paris et des Pays-Bas  
à l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 1950, sur l'exercice 1949 (1)**

.....  
Au courant inflationniste qui a caractérisé l'évolution économique depuis la guerre, s'est opposé par endroits, en 1949, un courant de déflation né à la fin de l'année précédente. Les ralentissements d'activité, accompagnés de chômage, par lesquels s'est manifestée cette tendance nouvelle, n'ont pas empêché 1949 d'être, notamment, une année de progrès pour la production européenne. L'avertissement n'en a pas moins été donné qu'à côté du danger toujours présent de l'inflation pouvait exister désormais le danger contraire, mais non moins sérieux, de la déflation.

Aux *Etats-Unis* la baisse des matières premières, qui avait commencé, en 1948, par les produits agricoles avant de s'étendre à certains secteurs industriels, a gagné, en 1949, la plupart des compartiments encore épargnés et particulièrement celui des métaux non ferreux. Les principales matières premières, à l'exception de la laine et du café, sont maintenant à des cours inférieurs à leur niveau record d'après-guerre. La courbe de l'activité économique, qui avait commencé à s'infléchir à l'automne 1948, a continué à baisser pendant tout le premier semestre 1949, le mouvement s'accéléralant même au cours du deuxième trimestre.

(1) N.D.L.R. — Il nous a paru utile de donner à nos lecteurs cet aperçu de l'évolution économique générale et de la situation de l'économie française.

Cependant, grâce à des mesures gouvernementales (soutien des prix agricoles, élargissement des règles de crédit, politique de constructions immobilières) et grâce aussi à la souplesse d'adaptation d'une économie restée encore en grande partie libérale et concurrentielle, la dépression menaçante fut enrayerée au cours du deuxième semestre. L'indice général des prix de gros, qui s'était établi à 165 en moyenne en 1948, sur la base 100 en 1926, descendait à 153 en août, pour se stabiliser, par la suite aux environs de ce chiffre. L'indice de la production industrielle sur la base 100 moyenne des années 1935-39, après être revenu de 195, en novembre 1948, à 161, en juillet 1949, s'améliorait au cours des mois suivants et terminait à 180 en décembre. Le nombre des chômeurs, qui était inférieur à 2 millions pendant le dernier trimestre de 1948, augmentait de façon continue jusqu'en juillet où il dépassait légèrement 4 millions ; il était de 3.500.000 en décembre.

Dès lors, malgré le fléchissement sensible de la première partie de l'année 1949 par rapport au deuxième semestre 1948, et bien que l'indice de la production industrielle ait baissé en moyenne de 8 % d'une année sur l'autre, le recul d'ensemble est resté limité ; la production totale de biens et de services par l'économie américaine, qui a atteint en 1949 une valeur de 259 milliards de dollars, n'a diminué, si l'on tient compte de la baisse des prix, que de 1 % par rapport à 1948.

Il a suffi cependant de ce ralentissement économi-

que pour entraîner des conséquences immédiates sur l'équilibre des finances extérieures des pays européens : ce qui prouve combien une Europe, affaiblie par la guerre et par la perte de ses réserves d'or et de change, est sensible aux moindres fluctuations de l'économie américaine.

Pendant toute la période d'inflation, la *Grande-Bretagne*, avait réussi, grâce à une politique de contrôle des prix et des salaires, de subventions économiques et d'austérité à la fois, à freiner la hausse des prix et à accroître ses exportations. Mais ce système, efficace tant que le marché mondial était resté dominé par les vendeurs, devait se révéler trop rigide pour pouvoir s'adapter rapidement au renversement de la tendance. En même temps que fléchissait la demande du marché des Etats-Unis et que baissaient ses prix, les prix anglais continuèrent à monter. Aussi nombre de produits britanniques cessèrent-ils de pouvoir être vendus sur le marché américain. Les exportations du Royaume-Uni vers les Etats-Unis qui atteignaient £ 5,5 millions par mois au cours du quatrième trimestre 1948, tombèrent à £ 3,3 millions pendant le deuxième trimestre 1949. Les pays de la zone sterling, exportateurs de matières premières dont les cours étaient en baisse, virent également décliner leurs recettes en dollars. Par suite, et en dépit des mesures sévères prises pour réduire les importations en provenance des Etats-Unis, les réserves d'or et de dollars du fonds des changes britannique, qui s'étaient à peu près stabilisées depuis l'entrée en vigueur du plan Marshall, recommencèrent à fondre. Pour parer à ce déséquilibre, le Gouvernement anglais prit la décision de dévaluer la livre sterling. Le 19 septembre 1949, la parité entre la livre et le dollar fut ramenée de 4,03, taux auquel elle avait été fixée en septembre 1939, à 2,80, ce qui représente une baisse de 30,5 %.

La dévaluation de la livre sterling fut le point de départ d'une vaste réorganisation des parités monétaires. Les pays de la zone sterling, à l'exception du Pakistan, s'alignèrent sur la livre ; c'est également ce que firent en Europe les Etats scandinaves. De nombreux pays adoptèrent par rapport au dollar des taux de dévaluation différents ; nous citerons, en particulier, en arrondissant les pourcentages, la Belgique 12 %, la France 22 %, l'Allemagne de l'ouest 21 %, l'Italie 9 %, le Portugal 13 %, la Hollande 30 %.

Bien qu'on ne puisse affirmer que des taux de change officiels entre des monnaies inconvertibles correspondent à leur véritable parité économique, il ne paraît pas douteux que les nouveaux taux soient, pour les moins, plus proches de ce niveau d'équilibre que ne l'étaient les anciens. C'est ce que confirme la détente que l'alignement monétaire de septembre 1949 a amenée sur le marché financier international. Les exportations des pays européens vers les Etats-Unis ont augmenté de façon sensible au cours du dernier trimestre. Les réserves d'or et de dollars du Royaume-Uni, qui avaient baissé de 1.856 millions de dollars au 31 décembre 1948 à 1.329 millions de dollars le 18 sep-

tembre 1949 à la veille de la dévaluation, remontaient à 1.688 millions de dollars au 31 décembre 1949. Le déficit en dollars de l'ensemble des pays participant au plan de relèvement européen, qui avait été ramené de 8 milliards de dollars, en 1947, à 5,5 milliards de dollars, en 1948, après une aggravation sensible au milieu de l'année 1949, a diminué dans les derniers mois ; on estime qu'il ne devrait pas dépasser 4,5 milliards de dollars pour l'exercice 1949-50.

Cependant, les événements monétaires de septembre 1949 ne doivent pas masquer les progrès accomplis par l'Europe dans la voie du redressement économique. Certes, l'Europe est largement redevable de ces progrès à l'aide américaine qui lui a procuré des aliments nécessaires à sa population, des matières premières et des machines réclamées par son agriculture et son industrie, tandis que le produit en monnaies nationales de la vente de ces marchandises servait à rembourser des dettes intérieures ou à couvrir des dépenses de

reconstruction et d'équipement. Mais les résultats obtenus témoignent aussi du travail fourni par les européens eux-mêmes. La production agricole de l'Europe de l'ouest a sensiblement rejoint son niveau d'avant-guerre, résultat, il est vrai, encore très insuffisant en raison du fort accroissement de la population dans cette partie du monde. Dans l'industrie, tous les pays membres de l'organisation européenne de coopération économique, à l'exception de l'Allemagne et de la Grèce, ont une production supérieure à celle d'avant-guerre et qui parfois la dépasse nettement. Le volume des échanges entre les pays participants s'est développé et a rejoint en fin d'année l'indice moyen de 1938. L'assainissement de la situation financière intérieure a été partout poursuivi et l'inflation désordonnée qui menaçait certaines économies a été contenue.

Il n'en reste pas moins que de grands efforts sont encore à faire. Hier, les objectifs pour chaque pays étaient simples, sinon faciles à atteindre : accroître la production, maîtriser l'inflation. Maintenant que la production a retrouvé un niveau normal et que la pénurie a disparu, la réalisation de nouveaux progrès pose des problèmes plus complexes. La politique financière doit suivre une ligne médiane, aussi éloignée de l'inflation que de la déflation. Il convient moins de pousser la production de chaque pays selon des plans purement nationaux que d'obtenir un rendement d'ensemble supérieur par une division rationnelle du travail à l'intérieur de l'Europe et une productivité accrue. Les mesures récemment prises en vue d'une libération partielle des échanges intereuropéens ne devraient être qu'un premier pas dans la voie qui permettrait aux pays participants de revenir, par un accord aussi large que possible, à un régime de commerce multilatéral et à une indispensable liberté des transferts de devises.

En France, l'activité a pu se développer au cours de l'année 1949, dans une relative stabilité économique et sociale, qui a permis d'augmenter la production industrielle et d'accélérer les travaux de reconstruction et d'équipement.

L'évolution des prix a été caractérisée par une baisse au cours du premier semestre, elle-même suivie d'une hausse au cours du second. Le mouvement a été particulièrement ample en ce qui concerne les prix agricoles, qui ont rétrogradé de 11 % de janvier à juin, et progressé de 19 % de juin à décembre, alors que les prix industriels n'ont fléchi dans les premiers mois de l'année que de 4 %, qu'ils ont exactement regagnés dans le dernier trimestre, à la suite de la dévaluation. En comparant les indices, calculés sur la base 100 en 1938, on constate que les prix industriels, qui avaient dépassé les prix agricoles en 1948, leur sont restés constamment supérieurs de 15 à 20 % au cours de l'année 1949. En décembre 1949, l'indice général des prix de gros s'établit à 2.001, en hausse d'environ 2 1/2 % sur janvier ; il représente la moyenne des prix agricoles, 1.851, et des prix industriels, 2.151.

La même évolution se retrouve dans l'indice des prix de détail qui, à Paris, a reculé de 1.935 en janvier à 1.715 en juillet, soit de 11 %, pour retrouver en décembre le chiffre de 1.920, sensiblement égal à celui du début de l'année.

Dans l'ensemble, on peut dire que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, douze mois ont pu s'écouler sans diminution sensible du pouvoir d'achat de la monnaie.

Les craintes que la sécheresse avait suscitées en ce qui concerne la récolte n'ont heureusement pas été justifiées pour toutes les cultures. Le recul de la production a été particulièrement sensible pour les légumes, les fourrages et le vin, et pour les pommes de terre, dont la récolte de 1948 avait donné des résultats exceptionnels. En ce qui concerne les betteraves, la forte augmentation des superficies emblavées n'a qu'en partie compensé la baisse sensible du rendement et de la teneur en sucre, de sorte que la production

de sucre brut sera ramenée de 960.000 tonnes pour l'exercice 1948-49 à environ 900.000 tonnes pour l'exercice 1949-50. En revanche, la récolte de blé, en approchant de 79 millions de quintaux, a dépassé de 2 millions et demi de quintaux celle de l'année précédente. Ce résultat est dû en partie au poids spécifique très élevé des grains qui a contribué à porter le rendement moyen à l'hectare à près de 19 quintaux. Les céréales secondaires ont, dans l'ensemble, fourni un tonnage quelque peu inférieur à celui de 1948, avec une récolte exceptionnelle d'orge, mais une très mauvaise récolte de maïs. La production du lait et de la viande a progressé. Au total, bien qu'elle ait légèrement fléchi par rapport à l'année précédente, la production agricole de l'année 1949 peut être considérée comme satisfaisante.

La production industrielle s'est sensiblement rapprochée, en 1949, de son niveau record de 1929. La production de charbon a atteint 53,1 millions de tonnes contre 45,1 millions de tonnes en 1948 et 54,9 millions de tonnes en 1929, et celle d'acier : 9,13 millions de tonnes contre 7,25 millions de tonnes en 1948 et 9,7 millions de tonnes en 1929 ; la production de ciment, à 6,4 millions de tonnes, a augmenté de 1 million de tonnes sur l'année précédente.

Freinée par une hydraulicité défavorable, la production d'électricité a cependant progressé quelque peu, grâce à la mise en service de nouvelles installations, et dépassé 28 milliards de kwh. Elle est toujours notablement inférieure aux besoins de la consommation ; et la puissance totale installée reste insuffisante aux heures de pointe pour faire face à la demande, de sorte que les restrictions dans la consommation et le régime des coupures de courant ont dû être maintenues.

Les produits pétroliers constituent une source d'énergie d'importance croissante dans l'économie du pays. Si l'utilisation de l'essence reste encore inférieure à ce qu'elle était avant la guerre, en revanche l'usage du gas-oil et du fuel-oil s'est largement étendu. Grâce à l'augmentation de la capacité des raffineries, qui ont traité 11,53 millions de tonnes de pétroles bruts en 1949 contre 8,27 millions de tonnes en 1948 et 6,20 millions de tonnes en 1938, l'industrie française du pétrole a été en mesure de satisfaire la plus grande partie de la demande intérieure et d'assurer même certaines exportations, notamment vers l'Afrique du Nord.

L'industrie textile et celles des produits chimiques ont sensiblement conservé le niveau atteint l'année précédente, tandis que les industries de transformation des métaux ont nettement progressé. Une mention particulière doit être donnée à l'industrie automobile qui a sorti, en 1949, près de 188.000 voitures particulières, contre 100.000 en 1948. La production de véhicules utilitaires, à laquelle la priorité avait été donnée les années précédentes, a, en revanche, légèrement décliné tout en restant encore, avec 98.000 unités, très largement supérieure à celle d'avant-guerre. L'exportation absorbant une part notable de la production, la demande intérieure est encore loin d'être satisfaite.

Mais pour financer la modernisation de leur équipement et le développement de la production, les entreprises ont à résoudre des problèmes de trésorerie difficiles. Les industries nationalisées reçoivent, en effet, la plus grande partie des avances du fonds de modernisation et d'équipement, qui est alimenté principalement par la contrevaletur des crédits Marshall, de sorte que les montants réservés à l'industrie privée et aux pays d'outre-mer restent insuffisants.

En outre, le secteur public a absorbé les trois-quarts de l'apport très faible de l'épargne sur le marché financier — environ 200 milliards de francs au cours de l'année. C'est donc en grande partie grâce aux capitaux qu'elles ont dégagés par auto-financement que les entreprises du secteur privé ont pu poursuivre les travaux d'équipement les plus indispensables. Mais

l'établissement d'une taxe frappant les bénéfices non distribués est de nature à détourner les sociétés de poursuivre une politique d'auto-financement, leurs possibilités se trouvant d'ailleurs limitées, à cet égard, par le retour de la concurrence, qui impose de serrer au plus près les prix de vente.

Il est cependant essentiel que le rééquipement soit poursuivi parallèlement dans tous les secteurs industriels, afin que la totalité de la production primaire disponible puisse être absorbée par les entreprises de transformation et que le prix de revient des objets fabriqués soit suffisamment bas par rapport au pouvoir d'achat inférieur et vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Par suite de la pénurie de capitaux, le loyer de l'argent à long terme est resté très élevé. Le taux de capitalisation des valeurs à revenu fixe s'est maintenu toute l'année au-dessus de 7 %. La bourse a fléchi de façon sensible : sur la base 100 en 1938, l'indice des valeurs françaises à revenu variable s'est abaissé de 1.366, à fin 1948, à 1.085, à fin 1949, après avoir touché 996 au début du mois d'août. L'augmentation des dividendes distribués, jointe à la baisse des cours, a fait monter le taux de rendement moyen des valeurs à revenu variable de 1,89 %, en janvier 1949, à 4,48 %, en décembre 1949, niveau légèrement supérieur à celui de 1938, qui était de 4,29 %.

En 1949, l'équilibre d'ensemble des finances publiques a été pratiquement réalisé : un effort fiscal sévère demandé au pays a permis de faire face aux dépenses toujours croissantes de l'Etat, sans nouvel appel aux avances de l'institut d'émission. Mais la charge de plus en plus lourde de l'impôt grève les prix de revient et gêne l'exportation.

Cependant une économie ne peut espérer sortir d'une période d'inflation à peu près ininterrompue de treize années, surtout à un moment où l'économie mondiale est elle-même en léger recul, sans ressentir des troubles de caractères déflationniste. Aussi la mévente est-elle apparue dans certains commerces de détail à prix très élevés. Et si, en chiffres absolus, le chômage est resté faible, le plein emploi n'a parfois été sauvegardé qu'au prix d'une réduction de la journée de travail bien que la semaine de travail ait rarement été ramenée au-dessous de 40 heures.

L'augmentation des produits disponibles et l'arrêt de la poussée inflationniste, qui gonflait sans cesse la demande intérieure, ont permis une amélioration sensible de la balance commerciale. Pour l'ensemble du commerce extérieur, les exportations ont couvert près de 85 % des importations, contre 64,5 % en 1948. Si on se limite au commerce entre la France métropolitaine et les pays étrangers, sans tenir compte des relations entre la Métropole et les territoires d'outre-mer, la couverture des importations par les exportations ressort à près de 67 %, contre 50 % seulement l'année précédente. Les résultats du dernier trimestre de l'année 1949, au cours duquel les exportations à destination de l'étranger ont atteint plus de 83 % des importations, sont particulièrement encourageants.

Toutefois l'amélioration du commerce extérieur ne s'est pas manifestée d'une manière identique dans nos relations avec les différentes zones monétaires. Elle a été sensible avec la zone sterling où nos exportations ont couvert 50 % de nos importations, contre 35 % en 1948. A la Grande-Bretagne seule nous avons vendu, en 1949, deux fois plus que nous n'avons acheté. Nos échanges sont devenus excédentaires avec l'ensemble des pays autres que ceux de la zone sterling et de la zone dollar. Mais, vis-à-vis de cette dernière, c'est un recul qu'on doit enregistrer. Nos ventes en dollars n'ont, en effet, représenté que 14,5 % de nos achats dans cette monnaie, contre 16,8 % l'année précédente. Aux Etats-Unis seuls, nous avons payé par nos exportations, en 1949, moins de 10 % de nos importations. Ce pourcentage était de 50 % en 1913, de 46 % en 1929 et de 32 % en 1938.

Nos achats dans la zone dollar, bien que réduits

par rapport aux années antérieures, où ils avaient été anormalement élevés, ont encore représenté, en 1949, environ le quart du total de nos achats à l'étranger. Il sera donc difficile de nous passer d'un apport de dollars, aussi longtemps que n'aura pas été rétablie l'interconvertibilité des monnaies.

L'aide que nous avons reçue, en 1949, au titre du plan Marshall et l'amélioration de la balance des revenus invisibles, grâce à la reconstitution de notre flotte de commerce et aux rentrées substantielles du tourisme, ont permis d'équilibrer la balance générale de nos paiements avec l'étranger sans amputation nouvelle de nos réserves de change. Cet équilibre s'est traduit par un raffermissement de notre devise.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que, parmi les causes du redressement de l'économie française, certaines, et non les moindres, ne sont pas imputables au seul effort du pays : tels sont les concours que nous avons reçus de l'étranger et deux bonnes récoltes de blé consécutives. Une politique d'équilibre budgétaire, de stabilisation des salaires et de surveillance du crédit a soutenu l'action de ces facteurs favorables : à l'intérieur, l'inflation a été contenue, à l'extérieur, les exportations se sont développées.

Mais la pression inflationniste reste nécessairement très forte dans un pays qui doit mener de front la modernisation de son appareil de production, l'équipement des pays d'outre-mer, la reconstruction de son domaine immobilier (gravement atteint par les destructions des deux guerres et par vingt ans de paralysie de la construction) tout en supportant de lourdes charges publiques et sociales et en consacrant d'importants crédits à sa défense.

Aussi l'insuffisance de l'épargne et les difficultés budgétaires imposeraient-elles, sans doute, si elles devaient persister, des choix pénibles et des restrictions sévères pour assurer, sans nouvelle hausse des prix, l'équilibre nécessaire de la production et de la consommation.

Dans un marché, tant national qu'international, où le vendeur a cessé de faire la loi, le principe de la production à tout prix, qui a dirigé l'activité du pays au cours des dernières années, doit céder le pas à la recherche de la meilleure qualité au plus juste prix et d'une adaptation constante de l'offre à la demande. Seuls un outillage moderne, une meilleure organisation du travail, une qualification supérieure de la main-d'œuvre, pourront mettre l'agriculture et l'industrie française en état de répondre à cette tâche difficile.

Lorsqu'elle disposait d'importants avoirs extérieurs, la France pouvait se permettre une balance

commerciale déficitaire dont le solde était couvert par la revenu de ses placements. Mais ce luxe lui est interdit aujourd'hui, car elle doit au contraire faire face au service des dettes qu'elle a contractées, principalement vis-à-vis des Etats-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne. Aussi, le devoir primordial actuel de l'économie française est-il d'intensifier son effort d'exportation et de stimuler, par des mesures appropriées, la venue en France des touristes étrangers.

La contribution que peuvent apporter à cette politique les *territoires d'outre-mer* ne doit pas être négligée. Par leurs ressources, tant végétales que minérales, ils peuvent, tout en assurant à l'industrie de la Métropole des débouchés précieux, nous dispenser de certains achats coûteux en devises fortes, exporter, notamment vers les Etats-Unis, certaines matières premières, et aider ainsi à équilibrer la balance des comptes de la zone franc. Mais les ressources que la Métropole peut mettre à la disposition des pays d'outre-mer, alors qu'elle même doit déjà restaurer son économie, ne sauraient suffire, pour le moment, à toutes les dépenses qu'exigent la prospection et la mise en valeur de ces territoires immenses, encore insuffisamment dotés de ports, de routes, d'équipement hydraulique et énergétique. Aussi, doit-on envisager que des capitaux étrangers viennent s'associer aux capitaux français dans des investissements qui contribueront à l'amélioration du niveau de vie des populations indigènes et au rétablissement de l'équilibre économique de l'Union française.

Dans un monde à monnaies encore inconvertibles, exporter ne suffit plus, il faut aussi choisir ses acheteurs. C'est en dollars que notre déficit commercial est le plus fort, c'est en dollars que nous devons faire le service de la plus grande partie de nos emprunts extérieurs, ce sont donc des dollars que nous devons d'abord chercher à obtenir. Cette nécessité devient de plus en plus imérieuse, au moment où se réduisent les crédits Marshall, qui arrivent, d'ailleurs, à leur terme en 1952.

Vendre sur le large marché des Etats-Unis, nation admirablement outillée, où le travail se fait en grande série et qui possède la plupart des matières premières, n'est certes pas une tâche aisée. Nous pensons cependant que ce n'est pas une tâche impossible si la France veut faire l'effort de technique, d'équipement et d'initiative nécessaire pour assurer des débouchés en Amérique à certains produits venant de la métropole et des territoires d'outre-mer. A la réalisation de cette œuvre, les Etats-Unis eux-mêmes auront à s'associer, en facilitant l'entrée sur leur territoire des marchandises étrangères et en développant leurs investissements extérieurs ; car un pays ne peut pas constamment exporter, en valeur, deux fois plus qu'il n'importe.